



Madame la présidente du CHS CT

Il y a plus d'un an que nous subissons un confinement sanitaire où l'ensemble des citoyens ont vu leur liberté de déplacement être réduite au strict minimum, l'éducation de leurs enfants être mise entre parenthèses, craindre pour les anciens, et subir l'arrêt des activités dites non essentielles.

Nous avons participé en tant que membres de ce CHS-CT, lors de multiples réunions audio, à faire diminuer fortement le taux d'occupation des agents dans les services. En écrivant ces lignes, nous avons conscience du choc économique, social et psychologique qu'a subi l'ensemble de la population y compris les agents des finances publiques du département des Pyrénées Orientales.

Nous avons la chance d'habiter dans un département qui a été relativement épargné jusqu'ici, un département qui n'a pas pris de plein fouet cette épidémie comme une partie de l'est de la France, et ainsi de ne pas voir les pages consacrées aux annonces des décès dans nos quotidiens ou hebdomadaires locaux être multipliées par quatre sur plusieurs semaines.

Néanmoins, nous tenons à vous faire part de notre réelle inquiétude sur l'évolution des indicateurs de notre département.

En effet que ce soit le taux d'incidence, le taux effectif de contaminations, le taux d'occupation des lits de réanimation, le nombre de personnes hospitalisées, tous ces indicateurs sont en train de virer au rouge par l'apparition et la prééminence du variant anglais.

Nous observons depuis quelques jours une nouvelle accélération de la dégradation de ces indicateurs due à un taux effectif de contamination qui continue de progresser.

La gestion actuelle de la crise sanitaire par le gouvernement n'est plus appropriée et n'est pas à la hauteur du discours du « quoi qu'il en coûte » présidentiel de mars 2020.

Nous sommes passés au temps du « coûte que coûte » en maintenant au maximum l'activité économique en limitant la fermeture des commerces ou des services.

C'est la stratégie du plateau haut définie par le président cet automne. Une stratégie qui consiste à stabiliser le nombre de contaminations, et le nombre de personnes en réanimation pendant plusieurs semaines avant d'atteindre la baisse attendue de la campagne de vaccination.

Cela sous-entend que depuis plusieurs semaines le président de la République, mais aussi la totalité de la classe politique a accepté la contamination journalière de plusieurs dizaines milliers de personnes, empêchant de facto toute politique de traçage, la mort de 250 à 300 de nos concitoyens par jour, sans oublier qu'une partie des malades hospitalisés vont subir les effets délétères de cette maladie pendant plusieurs semaines voire pour certains pendant plusieurs mois.

Cette stratégie échoue à cause du variant anglais qui est plus contagieux de 60 % et plus pathogène que la souche dite historique. Ce n'est pas nous qui l'affirmons, mais des recherches effectuées sur plusieurs milliers de cas. Des études qui ont été validées et publiées depuis plusieurs semaines dans des revues scientifiques reconnues.

À cela il faut ajouter une campagne de vaccination erratique qui subit la préférence nationale des compagnies pharmaceutiques produisant les vaccins en oubliant les engagements commerciaux pris envers les pays de l'Union européenne.

C'est pourquoi au vu de tous ces éléments, nous sommes convaincus que les mesures sanitaires mises en place dans notre département sont malheureusement devenues insuffisantes pour contenir l'évolution de cette épidémie.

Ne pas le reconnaître et ne pas anticiper est à nos yeux plus qu'une erreur. Nous ne sommes pas atteints de surdité face à la multiplication des témoignages des services des urgences situés dans des départements où la tension hospitalière devient intenable.

Des témoignages, des tribunes publiées dans la presse nationale qui devraient tous nous alerter puisque ces professionnels craignent la mise en place rapide du tri des patients dans certains services et aussi constatent que la moyenne d'âge des personnes entrant réanimation est en train de baisser.

Hier, le président de la République est intervenu annonçant des mesures plus strictes, notamment la fermeture pour 4 semaines des établissements scolaires et des crèches.

**C'est la raison pour laquelle, nous vous demandons d'intercéder rapidement en tant que présidente du CHS-CT ou, à tout le moins d'informer la direction générale, que nous exigeons en tant que représentants du personnel que la réception physique des usagers dans les centres des Finances Publiques se fasse dans le strict respect des consignes sanitaires en vigueur. Si ces conditions ne pourraient être respectées, la réception physique devra se limiter au seul accueil sur rendez-vous.**

Nous considérons qu'il n'est plus raisonnable de voir s'entasser plusieurs dizaines de nos concitoyens dans des milieux clos comme nos halls d'accueil pour déposer par exemple des déclarations d'impôt sur le revenu (dont le report de la campagne serait une option à sérieusement envisager).

Vous connaissez, Madame La Présidente du CHS-CT notre attachement viscéral au service public de proximité, au maintien d'un accueil physique fiscal de qualité.

Vous savez que les organisations syndicales ont toujours été contre le démantèlement de nos services de proximité.

Cette exigence de dégrader la réception et le renseignement est un crève-coeur, mais elle se veut cohérente par rapport à la crise sanitaire. Nous priorisons avant tout la santé et la sécurité des agents, mais aussi des redevables.

Une vraie politique de prévention face à l'évolution de cette pandémie serait aussi de limiter le plus rapidement possible au sein de nos services les interactions sociales.

**En conséquence, nous encourageons via cette déclaration liminaire les chefs de service ainsi que les agents à user si possible au maximum du télétravail pendant les prochaines semaines, comme l'a indiqué le président de la République (télétravail systématique).**

Nous avons conscience des difficultés actuelles de fonctionnement des services et il serait souhaitable que ce ministère envisage peut-être de réfléchir à un nouveau plan de continuation d'activité pour les prochaines semaines.

Nous avons conscience aussi de la difficulté qu'engendre pour certains de nos agents le télétravail 5 jours sur 5 imposé par cette épidémie, mais aussi pour les agents restant en présentiel, qui dans certains services voient leurs charges de travail augmenter considérablement pour pallier aux diverses absences physiques.

Néanmoins, hormis la fourniture de masques (qui par ailleurs devraient être des masques chirurgicaux et non tissus) et de gel hydro alcoolique, nous nous retrouvons dans une situation quasi similaire à mars 2020. Nous redoutons que cette troisième vague fasse encore plus de dégâts que la première si les décideurs continuent de penser qu'ils pourront maîtriser cette pandémie sans passer par l'application de mesures de restrictions plus fortes et forcément plus impopulaires.